



PREFET DE LA LOIRE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Rhône-Alpes

Unité territoriale de La Loire

Saint-Étienne, le

11 DEC. 2015

Affaire suivie par : Guillaume HANRIOT  
Unité Territoriale de La Loire  
Tél. : 04 77 43 53 53  
Télécopie : 04 77 43 53 63  
Courriel : guillaume.hanriot@developpement-  
durable.gouv.fr  
Réf. : UT42-S7-015-124

**Objet :** Élimination de déchets sur un terrain communal lors de la création du Pôle Chapeau sur l'ancienne chapellerie Fléchet

**PJ :** Copie du rapport de l'inspection du 31 août 2015  
Contenu d'un dossier enregistrement

Monsieur le maire,

Dans le cadre de la réhabilitation de l'ancienne chapellerie Fléchet à Chazelles-sur-Lyon lors de l'aménagement de l'Atelier-Musée du chapeau, la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais, propriétaire de l'ancienne chapellerie Fléchet, a fait procéder, au cours des travaux de dépollution, à l'élimination de terres excavées sur un terrain de votre commune situé au lieu-dit « Le Plasson » à proximité du gymnase Frison Roche.

Les éléments présentés à l'inspection par la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais dans le rapport de synthèse des travaux de réhabilitation environnementale du site de février 2014 ne permettaient pas de justifier la régularité de la filière d'élimination des terres excavées mise en œuvre par la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais lors de leur stockage sur le terrain communal. Les terres excavées constituent des déchets que la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais doit gérer en tant que producteur conformément à l'article L. 541-1 du code de l'environnement chapitre Ier du titre IV du livre V du code de l'environnement.

Par courrier du 24 juin 2015, la communauté de communes de Forez-en-Lyonnais a transmis à l'inspection un rapport de juin 2015 permettant de caractériser les déblais mis en dépôt sur le terrain communal de Chazelles-sur-Lyon et interrogeant l'inspection sur la recommandation du bureau d'études de maintenir les terres en provenance du site Fléchet sur le terrain communal de Chazelles-sur-Lyon.

**Monsieur le maire de la commune de**  
**CHAZELLES SUR LYON**  
12 rue Armand Bazin  
42140 Chazelles-sur-Lyon

L'examen de ces éléments par l'inspection est présenté dans le rapport ci-joint.

Le dépôt des terres excavées du site Fléchet et de manière générale l'ensemble de la décharge communale de déchets du BTP constituent actuellement une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) en situation irrégulière. En effet, elle ne bénéficie pas de l'autorisation préfectorale au titre des Installations de Stockage de Déchets Inertes qui était requise depuis le 1er juillet 2007 en application de l'article L541-30-1 du code de l'environnement (régime spécifique des ISDI). Elle ne bénéficie pas non plus de l'autorisation préfectorale au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) requise depuis le 1er janvier 2015 suite au changement de régime réglementaire des ISDI qui sont désormais des ICPE.

Les matériaux du site Fléchet, bien qu'ils contiennent des métaux et des traces d'hydrocarbures, respectent les seuils d'acceptation applicables aux Installations de stockage de déchets inertes.

Je vous invite à régulariser la situation de la décharge communale de déchets du BTP :

- soit en déposant un dossier de demande d'enregistrement ISDI en préfecture au titre de la réglementation des ICPE,
- soit en cessant l'activité de réception de déchets sur le site et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.

Je vous remercie de me faire savoir dans un délai de deux mois laquelle des deux options vous retenez.

Dans le cas où vous opteriez pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement, vous me communiquerez dans les six mois les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude...etc.). Vous trouverez en annexe au présent courrier le contenu du dossier de demande d'enregistrement à fournir par le maître d'ouvrage. Le document cité à l'article R 512-46-4 8° du code de l'environnement est le guide de justification pour la rubrique 2760, vous le trouverez à l'adresse suivante : [http://www.ineris.fr/aida/consultation\\_document/10361](http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/10361). Il pourrait d'ailleurs être opportun de réfléchir à un éventuel transfert de la commune à la communauté de communes pour la régularisation et l'exploitation future de la décharge de Chazelles-sur-Lyon si celle-ci constitue un exutoire des déchets du BTP à l'échelle de l'intercommunalité.

Dans le cas où vous opteriez pour la cessation d'activité, celle-ci devra être effective dans les six mois et vous devrez fournir dans le même délai à mes services un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement. Ce dossier devra contenir une description de la méthodologie des conditions de remise en état accompagnée de photos.

Enfin, je vous informe que je demande à la Communauté de Communes de Forez en Lyonnais de vérifier si le puits à l'aval de la décharge communale fait l'objet d'une consommation humaine de son eau et si tel est le cas, d'y réaliser une analyse d'eau afin de vérifier la conformité de sa qualité avec les valeurs limites définies en annexe 1 de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Veuillez agréer, Monsieur le maire, l'expression de ma considération très distinguée.

*Bien à vous*

Le Préfet de la Loire



Fabien SUDRY